



Interview de John Pitseys (CRISP), par Corentin Di Prima, paru dans Le Soir, 2 février 2018. « Mouvement citoyen », « démocratie participative », « participation citoyenne »... on en passe. Les relations entre le système démocratique et le statut de ceux qui lui donnent corps, les citoyens, reviennent régulièrement au cœur des débats d'actualité. La plateforme citoyenne qui s'est constituée autour du sort des migrants qui transitent par la Belgique et dont le parc Maximilien est devenu le symbole en constitue l'épisode récent le plus marquant. La carte blanche de Bart De Wever publiée dans De Morgen et reproduite dans Le Soir posait également cette question. Qu'est-ce qu'être citoyen ? « *Si nous déclarons qu'il n'existe plus de frontières et que chacun doit pouvoir compter sur notre solidarité, nous nous retrouvons alors dans une situation où il n'y a plus de concitoyens avec lesquels nous pouvons être solidaires, mais seulement des êtres humains qui sont ici aujourd'hui, mais peuvent être n'importe où demain* », écrivait notamment le président de la N-VA. Dans ce contexte, il est utile de clarifier les rapports entre la démocratie et la citoyenneté, deux concepts différents mais nécessairement liés. Lire l'article en PDF [ici](#).

Extrait épinglé :

Etre citoyen, c'est vivre dans une société, qui est un ensemble de statuts sociaux, c'est un statut politique (la capacité et le pouvoir dont disposent des individus de s'investir de plein de manières différentes dans la vie publique) et c'est un statut juridique (des droits et des devoirs dans un cadre politique donné habituellement défini comme étant le cadre de l'Etat-Nation). Ces trois statuts sont liés, se complètent, mais sont différents. C'est ce qui fait que les gens ne s'entendent pas toujours sur ce que signifie la citoyenneté.

Documents joints

[CRISP - Cette crise migratoire interroge les frontières de la citoyenneté](#)